

Passez à l'action : trois jeunes dirigeants de la communauté palestinienne sont expulsés de Jérusalem

Description

Samidoun à Réseau solidarité avec les prisonniers palestiniens à 7 décembre 2014

Daoud al-Ghoul, Majd Darwish et Saleh Dirbas, trois jeunes Palestiniens jérusalémites, sont expulsés par l'occupation israélienne de leur ville natale de Jérusalem pour cinq mois, du 30 novembre 2014 au 30 avril 2015. Ghoul, 31 ans, Darwish, 24 ans, et Dirbas, 23 ans, sont tous d'anciens prisonniers politiques et ils risquent l'emprisonnement si l'un d'eux viole l'ordre reçu leur interdisant de venir dans la ville où ils sont nés et dans leurs maisons. Aucun motif a été donné pour cet ordre arbitraire et injuste.

Les trois jeunes hommes sont des militants de premier plan dans le domaine social et des travailleurs communautaires. Al-Ghoul, coordinateur des programmes pour la jeunesse pour les Health Work Committees à Jérusalem et du Réseau Kanaan des organisations de la société civile palestinienne, a récemment présenté devant le Parlement européen à Bruxelles, le 17 novembre, la situation de plus en plus oppressive dans la Jérusalem occupée. Il est également intervenu en public à l'Intal à Bruxelles, le 18 novembre, sur la crise à Jérusalem. Agissez pour demander à l'Union européenne de faire pression sur Israël pour l'annulation de cet ordre et de mettre fin à l'accord d'association Union européenne-Israël.

[daoudintal-225x300](#)

Daoud al-Ghoul à Bruxelles, à l'Intal, le 18 novembre.

L'association Addameer pour la défense des prisonniers et des droits de l'homme, a noté que cette action « s'intégre dans une politique collective de nettoyage politique, ethnique et spatial appliquée à l'encontre des citoyens palestiniens de Jérusalem, et qu'elle était un maillon d'une chaîne de décisions, législations et procédures racistes, particulièrement avec la politique de démolitions de maisons et de détention administrative à grande échelle contre les jérusalémites, et l'adoption d'ordres d'expulsion qui violent la Quatrième Convention de Genève et de multiples accords internationaux, ainsi que les obligations d'Israël au titre de la charte des Nations-Unies ».

La Quatrième Convention de Genève interdit le transfert de personnes et de groupes de personnes sous occupation d'une région du territoire occupé à une autre. Cette expulsion forcée intervient après le retrait des cartes d'identité déposées au Conseil législatif palestinien, Mohammad Abu Tir, Ahmad Atoun, Mohammed Totah et Khaled Abu Arafah, de même que celui du droit à résidence à Jérusalem de Nadia Abu Jamal, veuve de Ghassan Abu Jamal. L'expulsion tombe aussi peu après la déclaration du Premier ministre de l'occupation, Benjamin Netanyahu, qui veut se donner les forces pour dépouiller les Palestiniens qui possèdent la citoyenneté israélienne et ceux qui possèdent la carte d'identité de Jérusalem de leur citoyenneté et de leurs droits à résidence, si eux ou leurs proches participent à la résistance à l'occupation.

Manifestement, la Nakba se poursuit, dirigée contre le peuple palestinien depuis 1947 jusqu'à aujourd'hui, avec l'expulsion et la dépossession systématiques des Palestiniens par la puissance occupante. Les Palestiniens de Jérusalem sont tout particulièrement ciblés pour le nettoyage ethnique, l'expulsion et le renvoi, par les démolitions de maisons, la violence et l'invasion des colons, le retrait des droits de résidence, les arrestations et les emprisonnements massifs, et la confiscation de terres, dans le but évident d'effacer et nier le caractère palestinien de la ville et sa place en tant que capitale du peuple palestinien.

L'expulsion de Daoud al-Ghoul, Majd Darwish et Saleh Dirbas doit être stoppée !

Agissez pour défendre les droits de ces trois jeunes dirigeants de la communauté, et les droits des Palestiniens à Jérusalem :

Passez à l'action

1. Citoyens solidaires, en Belgique, a lancé une pétition en français à l'attention des dirigeants de l'Union européenne, leur demandant de prendre des mesures pour faire pression sur Israël pour l'annulation de l'ordre d'expulsion. Cliquez ici pour signer :

<https://www.change.org/p/federica-mogherini-faites-pression-sur-israel-afin-que-soit-leve-l-ordre-d-expulsion-de-trois-palestiniens-de-jerusalem>

2. Demandez la fin de l'Accord d'association Union européenne-Israël. Rejoignez les 300 organisations de la société civile et syndicats pour exiger : « Pas d'association avec l'occupation ! » : <http://freepalestine.eu/>

3. Adressez la lettre ci-dessous aux dirigeants de l'Union européenne et demandez-leur d'agir pour assurer la révocation de l'ordre d'expulsion et imposer des sanctions à Israël, notamment l'abrogation de l'Accord d'association Union européenne-Israël :

Demandez à l'UE d'agir pour annuler les ordres d'expulsion, de mettre fin à l'Accord de libre-échange.

Demandez aux dirigeants de l'Union européenne d'agir pour mettre fin à l'expulsion des trois jeunes Palestiniens de Jérusalem, et mettre fin à l'Accord d'association Union européenne-Israël.

Envoyez votre appel à travers ce lien (traduction de la lettre plus bas en français) :

<http://samidoun.ca/2014/12/take-action-three-young-palestinian-community-leaders-deported-from-jerusalem/>

Texte de la lettre

J'accuse aujourd'hui à propos de la situation de Daoud al-Ghoul, Majd Darwish et Saleh Dirbas, ces trois jeunes dirigeants de la communauté palestinienne qui ont été arbitrairement expulsés de Jérusalem par les autorités d'occupation israéliennes pour une durée de cinq mois sans donner le moindre motif. Tous sont nés, ont grandi et vivent à Jérusalem, leur ville natale.

Ce sont des dirigeants dans la société civile palestinienne. Al-Ghoul, de Health Work Committees et du réseau Kanaan de la société civile palestinienne, a présenté devant le Parlement européen, le 17 novembre, la situation de plus en plus répressive à Jérusalem, où les Palestiniens sont victimes de démolitions de maisons, de retraits de résidence, d'arrestations massives, de détention arbitraire, et de constructions coloniales à grande échelle. Ces expulsions sont en elles-mêmes le reflet de la situation même que Al-Ghoul a exposé dans son témoignage : la politique systématique des autorités israéliennes vise à vider Jérusalem de ses habitants palestiniens et à effacer le caractère palestinien.

De telles expulsions sont des violations de la Quatrième Convention de Genève, laquelle interdit le transfert forcé de personnes ou de populations par les puissances occupantes.

Source: [Samidoun](#)

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

date créée
2014/12/08